

## Cadavres sur le lac Rweru : trois ONG, dont la FIDH, soupçonnent Kigali

APA, 27-09-2014 Arusha (Tanzanie) - Trois organisations, dont la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH, basée à Paris), indiquent dans un communiqué reçu samedi à APA, qu'elles suspectent Kigali d'être à l'origine d'un meurtre de personnes dont les corps ont été retrouvés depuis juillet dernier flottant sur le lac Rweru à la frontière entre le Rwanda et le Rwanda. Les deux autres signataires du communiqué sont la Ligue des droits de l'homme dans la région des Grands lacs (LDGL) qui a son siège à Kigali et la Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka.

Dans leur communiqué publié simultanément à Kigali, Bujumbura et Nairobi (Kenya), les trois ONG demandent par ailleurs la mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante. Officiellement, six cadavres ont été retrouvés puis deux autres en septembre ont été retrouvés ligotés dans des sacs de jute apparus dans le lac Rweru, 270 kilomètres au nord-ouest de la capitale burundaise Bujumbura, après avoir descendu la rivière Nyabarongo-Akagera, qui prend sa source au Rwanda. Mais sur place, les pêcheurs affirment avoir vu passer des dizaines de corps.

Une commission d'enquête mixte burundo-rwandaise a été mise en place pour déterminer l'origine des cadavres. Cette affaire embarrasse les deux pays des Grands Lacs et aucune investigation sérieuse n'a jusqu'ici été menée. Ils n'ont pas été autopsiés, ce qui empêche pas Kigali d'affirmer que les morts ne sont pas Rwandais et Burundais. "Des témoins au Rwanda ont affirmé avoir vu des corps dériver sur la rivière Akagera ce qui renforcerait les présomptions que les corps viendraient du Rwanda. Sans que l'on puisse lier ces phénomènes entre eux à ce stade, la découverte de ces corps intervient à un moment où l'on enregistre une multiplication des disparitions au Rwanda", déclare, dans le communiqué conjoint, Cyriaque Ndayisenga, président de la LDGL. "Selon les informations reçues par nos organisations, des dizaines de personnes auraient disparu au Rwanda depuis le mois de mars 2014. Certaines personnes ont été arrêtées et font aujourd'hui l'objet de poursuites judiciaires tandis que d'autres sont toujours portées disparues", poursuit le texte. Pour le président de la FIDH, Drissa Traoré, également cité par le communiqué, il faut "une enquête indépendante par une commission internationale permettant de faire la lumière sur l'identité et l'origine des victimes et d'identifier les auteurs de ce qui semble être des exécutions". "La commission d'enquête internationale devra comporter des experts indépendants qui seront en mesure d'établir de façon indépendante l'identité et l'origine de ces corps", a renchéri Anshaire Nikoyagize, président de la ligue Iteka. Dans un communiqué vendredi à APA, le département d'Etat américain a appelé le Burundi et le Rwanda à mener d'urgence "des enquêtes impartiales, avec le concours d'experts indépendants internationaux".